

Éditorial

François Valérian

L'énergie nécessite des investissements lourds, et elle alimente toute notre économie. Ces deux aspects expliquent son importance dans le débat public, d'autant plus qu'il s'y ajoute depuis une vingtaine d'années son impact environnemental. Après la deuxième guerre mondiale, en France mais aussi dans d'autres pays comme le Royaume-Uni, le poids des investissements à réaliser dans ce secteur stratégique justifia sa nationalisation. S'il y a un modèle français de l'énergie, ce n'est pas tant du fait des décisions d'après-guerre, qu'en raison de la permanence du rôle moteur de l'Etat, au travers du programme électronucléaire comme dans la réticence à privatiser certaines grandes entreprises.

En dépit de la double domination électrique et nucléaire sur le paysage énergétique français, la France, comme les autres pays occidentaux, subit dans le domaine de l'énergie la contrainte des marchés mondiaux et des logiques d'acteurs privés. Les ressources fossiles ne sont pas si proches de l'épuisement qu'on a bien voulu le craindre ou l'espérer, mais leur prix est particulièrement sensible à des variations de la demande non anticipées par les investissements. La forte croissance chinoise pèse désormais sur une offre handicapée par la baisse des investissements d'après 2001.

Si l'énergie n'est plus un sujet de pure politique nationale, elle reste un sujet éminemment politique. Les transformations des entreprises énergétiques françaises proviennent de décisions politiques prises par les pays européens, et la lutte contre les émanations de carbone suppose une coopération mondiale, et probablement des changements mondiaux dans nos modes de consommation énergétique. L'énergie est chère, ce doit être une raison supplémentaire de la réguler.